
Mondialisation, éducation et changement social



**Bilan de la participation québécoise
à la conférence internationale organisée
par le groupe palestinien *Teacher Creativity Center*,
le Syndicat général des enseignantes et des enseignants palestiniens
(*General Union of Palestinian Teachers – GUPT*)
et la Fédération nationale des enseignantes
et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)**

les 4, 5 et 6 octobre 2004, à Ramallah

**Document préparé par le comité d'action internationale
et présenté au conseil fédéral des 8, 9 et 10 décembre 2004**

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
1. Origine, développement et organisation de la conférence.....	3
1.1 Les défis de la solidarité avec le peuple palestinien et la « Journée mondiale des enseignantes et des enseignants »	4
1.2 Le rôle de la FNEEQ (CSN) au 4 ^e Forum social mondial	4
1.3 La sollicitation internationale et la mise en ligne d'un site internet	6
1.4 Le bilan de la participation internationale	6
1.5 Les conséquences de la division du syndicat palestinien sur la crédibilité de la conférence	7
1.6 Les obstacles à la participation des gens du Sud	8
1.7 S'appuyer sur les groupes déjà acquis à la solidarité avec le peuple palestinien	9
1.8 L'organisation de la conférence et le bilan de la participation palestinienne	10
1.9 Les préparatifs de la participation québécoise à la conférence	10
1.10 La prise en charge des préparatifs par la FNEEQ	11
1.11 Le rôle du groupe Alternatives.....	11
1.12 La contribution de la CSN	12
2. Bilan des discussions et des activités durant le séjour	13
2.1 La mondialisation et l'éducation	13
2.2 La condamnation de l'occupation militaire israélienne et la solidarité avec le peuple palestinien.....	14
2.3 Le soutien au renouveau du syndicalisme enseignant en Palestine.....	15
2.4 Une campagne internationale de soutien au renouveau du syndicalisme enseignant palestinien.....	17
Conclusion : la rencontre avec Yasser Arafat	19



Introduction

Le présent bilan sur la participation d'une délégation enseignante du Québec à la Conférence internationale de Ramallah vise à présenter non seulement les faits saillants de notre participation à cette activité, mais aussi à mettre en relief la portée et l'étendue, parfois surprenante, de l'événement.

D'entrée de jeu, un élément caractéristique de tout ce projet de conférence est d'avoir cherché l'implication des syndicats et de leurs membres, en visant le recrutement de participantes et de participants du personnel enseignant.

Comme tout bilan, il tente d'identifier les lignes de force concernant les implications de la conférence. En annexe d'ailleurs, on trouvera plusieurs documents qui présentent le travail de planification et d'organisation de la conférence. Aussi, la *Déclaration finale de la conférence internationale « La mondialisation, l'éducation et le changement social »* identifie les principales orientations qui découlent des discussions qui se sont tenues pendant trois jours.

Le bilan est donc structuré en deux parties. La première porte sur l'origine du projet, son développement et sur l'organisation de la conférence. On y aborde, entre autres, les obstacles à la participation internationale ainsi que la contribution des différents groupes. La deuxième partie résume les discussions et les activités tenues durant la conférence et le séjour. Nous présenterons les suites à la conférence à partir de l'examen de la déclaration finale.

Le bilan ne porte donc pas seulement sur la conférence; il reprend des aspects plus larges de notre séjour afin de présenter toute l'importance de l'événement, sur le plan de la solidarité internationale et sur le plan syndical. Par ailleurs, certains aspects abordés dans le bilan sont aussi traités à partir d'une enquête auprès des participantes et des participants à la conférence.

1. Origine, développement et organisation de la conférence

Le projet de conférence internationale origine d'une collaboration entre le groupe *Teacher Creativity Center* (TCC) et la FNEEQ. Il est né au congrès de la fédération en mai 2003 alors que Refat Sabbah, directeur général des TCC, est intervenu pour présenter la situation des enseignantes et des enseignants en Palestine et les objectifs que se fixe son organisation.

Le *Teacher Creativity Center* (TCC) est une organisation non gouvernementale (ONG) fondée à la fin des années 90 dans le but de soutenir le travail du personnel enseignant palestinien, particulièrement des niveaux primaire et secondaire, compte tenu des exigences de ses tâches dans le contexte de l'occupation militaire israélienne. On peut comparer ce travail à celui de professionnel-les qui interviennent en situation traumatique auprès d'une population jeune, dont une des formes d'expression sociale et politique est l'*Intifada*. En fait, c'est la version palestinienne d'une approche d'éducation à la citoyenneté et d'implication sociale.

Le TCC est soutenu financièrement par plusieurs organismes internationaux de différents pays. Il obtient depuis plusieurs années surtout un appui de l'ACDI, mais aussi en provenance du Comité de solidarité internationale de Trois-Rivières, d'OXFAM et d'autres organismes gouvernementaux européens.

La création du TCC a constitué une véritable bouffée d'oxygène pour le personnel enseignant. Il est vite devenu un point de référence en Palestine. Indépendant de l'Autorité palestinienne, il constitue une des composantes du mouvement démocratique qui tente de se tailler une place dans le paysage politique et qui s'appuie sur les expériences d'autoorganisation et de prise en charge des communautés.

Le groupe palestinien TCC entretient depuis toujours des relations fraternelles avec le Syndicat du personnel enseignant palestinien. Mais la crédibilité du syndicat est faible, laquelle s'explique par plusieurs facteurs, notamment son lien organique avec l'Autorité palestinienne. Or, les enjeux liés à la tâche enseignante dans un contexte d'oppression et de violence ont amené la formation du groupe TCC qui a agi comme un véritable mouvement social des enseignantes et des enseignants palestiniens. Aujourd'hui, l'action du TCC se spécialise dans la fabrication d'outils et le développement de sessions de formation. De plus, il est devenu une véritable pépinière de militantes et de militants politiques et sociaux. Enfin, mentionnons que son indépendance politique l'a amené à acquérir une crédibilité certaine auprès du ministère de l'Éducation et de l'Autorité palestinienne. Il a ainsi obtenu différents mandats de la part du ministère.

Rappelons aussi, qu'en raison de l'implication du syndicat palestinien, la conférence a obtenu une approbation officielle du président Yasser Arafat. Ainsi, le ministre de l'**Éducation** est venu présenter ses salutations officielles à l'ouverture, ce qui indique en partie l'intérêt qu'a suscité le projet en Palestine.

1.1 Les défis de la solidarité avec le peuple palestinien et la « Journée mondiale des enseignantes et des enseignants »

Le projet de conférence fut, entre autres, le résultat croisé d'une volonté de concrétiser une action de solidarité et de souligner la tenue de la *Journée mondiale des enseignantes et des enseignants*. À partir des contacts que nous avons établis avec le groupe TCC par l'intermédiaire de Alternatives, nous cherchions les moyens les plus appropriés pour rencontrer les défis de la solidarité. Nous avons déjà amorcé, à la suite du congrès de mai 2003, un débat au bureau fédéral pour identifier les actions par lesquelles la FNEEQ (CSN) pouvait se solidariser, ou encore qu'elle pouvait initier. Les campagnes de levée de fonds n'étaient pas les actions les plus souhaitées par nos amis palestiniens. Pas plus que les campagnes de boycott dont les assises ne pouvaient être assez étendues. Elles n'étaient pas soutenues d'ailleurs par les organisations palestiniennes elles-mêmes.

Lors d'une nouvelle rencontre à Montréal avec Refat en octobre 2003, nous avons suggéré l'organisation d'une conférence internationale à Ramallah, réunissant des enseignantes et des enseignants de partout dans le monde, à l'occasion de la *Journée mondiale des enseignantes et des enseignants*. Nous nous engageons alors à soutenir la tenue de cette conférence et à collaborer à son organisation.

Rappelons que la *Journée mondiale des enseignantes et des enseignants* fut instituée par l'UNESCO, le 5 octobre, en 1994. Elle est soulignée par de nombreuses organisations syndicales, entre autres par l'Internationale de l'éducation (IE) qui fait de cette journée un moment fort d'actions à travers le monde.

Rappelons ici la résolution adoptée par le bureau fédéral à sa réunion des 23 et 24 octobre 2003 en vue de cette conférence :

« Que la réunion du bureau fédéral mandate ses représentantes et représentants pour promouvoir la tenue d'une rencontre internationale sur l'éducation et la citoyenneté, en appui au groupe palestinien Teacher Creativity Center, pour la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants le 5 octobre 2004 en Palestine. »

L'adoption de cette résolution a permis la mise en branle du travail d'organisation de cette conférence.

1.2 Le rôle de la FNEEQ (CSN) au 4^e Forum social mondial

Si le groupe TCC pouvait s'occuper de l'intendance à Ramallah, il pouvait difficilement lancer l'appel et tenter de réunir, à partir de sa seule réalité, différentes organisations syndicales enseignantes dans le monde. C'est pourquoi nous avons offert notre collaboration pour constituer en quelque sorte un premier répondant étranger, mais aussi syndical, qui serait une sorte de levier, limité peut-être, mais authentique, pour lancer un appel et amorcer le travail de visibilité à partir du 4^e Forum social mondial.

Il existait peu de possibilité de passer par l'intermédiaire de l'IE pour réunir les conditions nécessaires à la tenue d'une telle conférence. Parmi les raisons qui expliquent cette situation, mentionnons d'abord le peu d'espace que la FNEEQ (CSN) occupe à l'IE, notre trop jeune adhésion aussi à cette organisation internationale mais, en plus, une faible propen-

sion de l'IE à agir sur cette question et, en particulier, à soutenir le personnel enseignant palestinien.

Tous ces facteurs nous ont incités à tenter un véritable coup de force et à organiser le lancement d'un appel à la tenue de cette conférence sur d'autres bases que notre seule réalité et de celle des TCC. Le 4^e *Forum social mondial* qui s'est tenu en janvier 2004 à Mumbai, en Inde, est apparu le lieu le plus susceptible de nous offrir une fenêtre de visibilité pour une telle action.

Notre participation au 4^e *Forum social mondial* fut donc déterminée à la fois pour renouveler notre participation à ce rassemblement international des luttes sociales, mais aussi pour tenir un atelier conjoint, FNEEQ–TCC–Alternatives, sur la lutte des enseignantes et des enseignants palestiniens. La mise en œuvre d'une telle activité ne fut pas aisée. Des procédures strictes sont établies et de fortes pressions existent pour une jonction avec d'autres ateliers.

Par ailleurs, sur place, dans le tourbillon de la circulation à travers les activités autonomes du forum, tenir un atelier et attirer réellement des personnes participantes constitue un véritable tour de force. Nombreux furent les ateliers annulés. Diffuser des tracts dans la foule en Inde n'était pas évident. Rappelons que la prise en charge de ce projet d'atelier a reposé essentiellement sur le travail de la FNEEQ et du TCC qui n'avaient qu'un représentant chacun.

Malgré cela, une trentaine de personnes ont participé à cet atelier, soutenu entre autres par une forte présence des militantes et des militants du Québec, dont les deux représentants de la CSN, mais aussi de toutes les composantes du Québec qui participaient au forum. L'atelier a également réussi à attirer des personnes en provenance de la Belgique, de la Corée du Sud, des États-Unis, de la France, de la Hollande, de la Palestine, du Royaume-Uni, du Sénégal, de la Syrie, de la Tunisie et de plusieurs régions de l'Inde. Deux Canadiens de Colombie-Britannique, dont une enseignante, étaient aussi présents. Au cours de la discussion, les personnes présentes ont adopté le projet de tenir une conférence à Ramallah en octobre 2004. Voici le contenu de la résolution :

« Il est résolu, par les personnes participantes à l'atelier :

- de souscrire au projet de conférence internationale à Ramallah, en Palestine, les 4 et 5 octobre prochain, sous les auspices du groupe palestinien Teacher Creativity Center, ayant pour thème La Mondialisation, l'éducation et le changement social;*
- et de promouvoir la tenue d'une telle conférence en intervenant auprès de nos différentes organisations, à notre retour dans nos pays respectifs, pour que des enseignantes et des enseignants, des personnes intéressées par un tel projet ou des représentantes et représentants de nos organisations, participent à la cette conférence. »*

Résolution adoptée à l'unanimité, le mardi 20 janvier 2004, à Mumbai, Inde.

La résolution a permis ensuite de lancer un appel et d'initier une sollicitation plus crédible auprès d'organisations ou de personnes militantes intéressées. À partir de cet appel, nous avons alors systématisé la sollicitation internationale de plusieurs façons.

1.3 La sollicitation internationale et la mise en ligne d'un site internet

Pour offrir une vitrine publique à l'activité en vue de la sollicitation internationale, un site internet fut mis en place, gratuitement. Le site <http://education-palestine.org>¹ a fait écho à la résolution adoptée au 4^e *Forum social mondial*. Une des caractéristiques du site est son caractère multilingue. En effet, tous les documents étaient mis sur le site en quatre langues : arabe, anglais, français et espagnol. Nous avons pris en charge les trois dernières langues alors que le groupe TCC s'occupait de la première, évidemment. Ainsi, le projet prenait réellement forme avec le début de l'année 2004. Le pari était lancé : il fallait alors le gagner.

Les premières informations ont donc été traduites dans les quatre langues. Mais les exigences à ce chapitre nécessitaient beaucoup de ressources. Le site est ainsi devenu un peu lourd à gérer. Les énergies militantes ont reposé essentiellement sur l'implication, à tour de rôle, des membres du personnel politique de la FNEEQ. Quelques appuis extérieurs ont été obtenus, en particulier en provenance d'Alternatives. Bref, l'essentiel s'est peu à peu concentré dans les deux langues suivantes : anglais et français. Il faut dire que ces deux langues suffisent en général pour ce genre d'activité. Toutefois, il serait important de trouver des solutions simples pour nourrir le site plus facilement en plusieurs langues.

La sollicitation internationale fut principalement effectuée par la FNEEQ et par le groupe TCC. En plus du site internet, la FNEEQ a effectué les envois postaux et par courriel à la plupart des organisations syndicales internationales de l'IE, à la liste des personnes participantes à l'atelier au 4^e *Forum social mondial* et à différents contacts internationaux. Le TCC disposait d'une liste importante de contacts internationaux, mais ces derniers n'étaient pas nécessairement des enseignantes ou des enseignants, bien que plusieurs organisations syndicales enseignantes européennes y figuraient.

Les nouvelles technologies de l'information et l'action militante combinée du TCC et de la FNEEQ étaient les principaux moyens mis en oeuvre pour contacter et attirer des délégations enseignantes de d'autres pays.

1.4 Le bilan de la participation internationale

Les résultats de participation obtenus en provenance de pays autres que la Palestine ou le Québec furent modestes, mais suffisamment importants pour donner à la conférence un véritable caractère international. Plusieurs facteurs expliquent la participation enseignante internationale plus faible que celle attendue. Soulignons d'abord le moment dans l'année alors que l'activité scolaire bat son plein. Par ailleurs, un facteur à prendre aussi en considération est le rayonnement plus faible de la FNEEQ sur le plan international. Si l'initiative était venue d'organisations anglo-saxonnes ou françaises, elle aurait eu certainement un succès plus important et aurait fait parler d'elle un peu plus dans la presse internationale.

Mais ces facteurs n'expliquent pas tout. Des obstacles supplémentaires non négligeables sont importants à considérer dans l'appréciation des résultats. Nous abordons ici deux d'entre eux : les liens de la conférence avec le syndicat palestinien et les difficultés financières pour les participantes et les participants en provenance de pays du Sud.

¹ Nous devons remercier ici André Vincent, qui a mis en place le site à partir du logiciel libre SPIP. Ce site est hébergé gratuitement, sans publicité. Très simple, des accès peuvent facilement être accordés à quiconque souhaite travailler pour le projet.

Ces deux aspects avaient été pris en considération dans notre démarche et nous avons tenté de les surmonter. Toutefois, nous avons rencontré des résistances qui ont contrecarré l'action entreprise de sollicitation et les solutions mises en œuvre pour vaincre les difficultés. Il y a là des enseignements importants à retenir.

1.5 Les conséquences de la division du syndicat palestinien sur la crédibilité de la conférence

Un des facteurs qui a contribué à nuire à la crédibilité de la conférence fut la division interne du syndicat palestinien, une division très particulière. Nous avons très tôt tenté de répondre à la situation, mais en vain.

Nous avons commencé à nous préoccuper de l'importance de l'implication syndicale palestinienne à la suite des remarques d'un représentant enseignant britannique. Craignant les difficultés de recrutement de candidatures si le Syndicat du personnel enseignant était absent, nous avons insisté auprès du TCC pour qu'il l'implique. Nous savions que le TCC avait des relations fraternelles avec le syndicat, mais irrégulières. Il l'a donc contacté et a réussi à l'impliquer au lendemain de Mumbai à travers la mise en place d'un comité conjoint dont l'existence fut indiquée sur le site.

Nous avons cru cette affaire résolue, mais nous n'étions pas au bout de nos peines. Lors du congrès de l'IE, la délégation FNEEQ a été questionnée par le représentant syndical palestinien sur le projet de conférence auquel nous faisons écho dans une documentation. Celui-ci prétendait ne pas avoir été mis au courant de l'existence de cette conférence. Au retour, nous avons pris contact avec le TCC qui, à son tour, a questionné le syndicat et son représentant à l'IE.

L'affaire fut donc clarifiée au mois d'août à Ramallah et il n'y eut par la suite plus aucune équivoque quant à la collaboration du syndicat. Toutefois un travail de sape avait vraisemblablement été réalisé auparavant et les mises au point apportées à la rentrée sont survenues trop tard, en quelque sorte.

En fait, deux factions se disputent la légitimité de la direction syndicale au sein du General Union of Palestinian Teachers (GUPT) : l'une en provenance de l'intérieur et l'autre de l'extérieur. Les membres de l'intérieur sont ceux qui ont résidé depuis toujours à l'intérieur des territoires occupés. L'autre groupe est celui dont les membres ont séjourné à l'extérieur des territoires.

Lors de la mise en œuvre avortée du Plan de paix à la fin des années 90, une certaine relance fut enregistrée en Palestine et Yasser Arafat est alors revenu à Ramallah. La distinction citée a commencé à s'opérer à cette époque, alors que les responsables syndicaux qui séjournaient à l'extérieur sont aussi rentrés à Ramallah. À partir de ce moment, les deux groupes de la direction syndicale devaient alors partager les mêmes préoccupations. Le fait que les nouveaux venus, ceux de l'extérieur, prennent de plus en plus de place sans avoir connu la réalité de l'occupation a accentué les dissensions.

Cette différentielle d'expérience fut brutalement interrompue en quelque sorte avec l'offensive israélienne de Sharon. Tous vivent maintenant les conséquences d'une répression accrue. Toutefois, la lutte pour le pouvoir est toujours larvée. Par ailleurs, ceux de

l'intérieur semblent depuis toujours avoir bénéficié d'un certain accès à des contacts internationaux, entre autres, à l'IE. Ils ont ainsi participé aux derniers congrès de l'IE.

Mentionnons que le délégué palestinien au congrès de l'IE a fait partie des pourparlers entourant la formation du comité de préparation de la conférence entre le TCC et le GUPT, et ce, bien avant le congrès de l'IE. Il connaissait donc le projet de conférence, selon les observations du TCC. Un travail de contre-information a été effectué pour démarquer la conférence et le syndicat. Une telle action a vraisemblablement été menée auprès de syndicats européens à la suite de la sollicitation effectuée par le TCC au printemps. En effet, plusieurs syndicats européens ont questionné le TCC durant l'été pour connaître le contexte réel de la conférence et pour soulever leurs préoccupations à ce propos. En fait, ces syndicats européens ont tout simplement écarté de considérer de plus près la conférence compte tenu de la controverse. Nous avons beau indiquer le contraire, les dégâts étaient pour ainsi dire déjà faits.

Le groupe de l'extérieur est celui qui fut le plus impliqué dans la préparation de la conférence. Il représente aussi la plus grande partie des enseignantes et des enseignants de tout le territoire occupé palestinien. Le groupe de l'intérieur est plus limité à une région, mais les deux groupes représentent des composantes du syndicat. Très peu présent, le représentant syndical du groupe de l'intérieur a toutefois signifié sa présence durant la conférence. Autrement, on doit mentionner que des délégations représentant l'ensemble de l'organisation syndicale, à part ce groupe, ont participé à la conférence. Plusieurs membres du comité exécutif, dont le président ainsi que différents responsables, étaient présents. Nous reviendrons de manière plus précise sur l'étendue de la conférence.

Ajoutons en terminant que les principaux responsables syndicaux des deux groupes en conflit, intérieur et extérieur, sont issus du même courant politique, le *Fatah*, l'organisation politique d'Arafat.

De plus, les liens organiques entre le syndicat et l'Autorité palestinienne sont concrets : la rémunération de tous les membres de la direction politique du syndicat est assurée par l'Autorité palestinienne, qui a ainsi un pouvoir important dans les décisions. Par ailleurs, les responsables syndicaux n'ont pas été élus. Par exemple, le président actuel, désigné par Yasser Arafat, est en fonction depuis maintenant 14 ans sans qu'il n'y ait eu la tenue d'élections. Toute cette situation a refait surface dans les discussions de la conférence.

La dépendance économique des deux courants est fortement questionnée et remise en question par les enseignantes et les enseignants palestiniens. Aussi, la crédibilité de l'un ou l'autre de ces deux postes de direction est faible. On doit voir dans l'indépendance du groupe TCC une qualité qui a contribué à gagner la confiance des membres du syndicat à l'endroit de cette ONG. Il jouit ainsi d'un prestige réel et est devenu incontournable pour la direction syndicale. Il semble bien que ce soit le groupe de l'actuel président du syndicat, le groupe de l'extérieur qui n'a plus rien d'extérieur, qui cherche le plus à s'associer au TCC et à viser une liaison plus concrète avec l'ensemble du personnel enseignant.

1.6 Les obstacles à la participation des gens du Sud

Une autre difficulté à laquelle nous avons dû faire face fut celle de l'obstacle financier pour le personnel enseignant en provenance des pays du Sud. Nous avons tenté de réduire cette contrainte en demandant une aide au Secrétariat des conférences de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Une demande de financement de 25 000 \$ fut pré-

sentée par la FNEEQ à la fin du mois de juin. C'est par ce programme que nous avons obtenu une aide pour la tenue de notre propre conférence sur la mondialisation en avril 2001.

Or, la demande nous a été refusée dans des circonstances peu compréhensibles et pour des motifs qui ne tenaient pas vraiment la route. De plus, alors que nous étions en droit d'obtenir une réponse à la mi-août, nous ne l'avons reçue qu'en septembre, ce qui réduisait d'autant les délais en vue de la conférence du 4 au 6 octobre. On trouvera en annexe les documents à cet effet : la lettre de refus de l'ACDI et notre réponse. Nous avons tenté de les amener à modifier leur position lors d'une rencontre d'urgence à Hull, mais en vain.

Près d'une trentaine de personnes en provenance du Sud avaient indiqué leur intérêt pour la conférence, la plupart au printemps et au début de l'été 2004. La réponse étant parvenue tardivement, nous ne leur avons indiqué les difficultés sur le plan du financement qu'en début de septembre.

Nous avons alors décidé, de concert avec le groupe Alternatives et le TCC par conférence téléphonique, que nous dresserions une liste prioritaire d'une dizaine de personnes, basée sur la contribution qu'elles pouvaient apporter à la conférence. Pour assurer leur présence, nous nous sommes engagés à faire un prêt pour le financement des déplacements, étant entendu que les frais de subsistance, de logement et de transport seraient assurés sur place par le TCC.

Malgré tout, très peu de personnes ont été en mesure de se rendre, plusieurs ne pouvant pas obtenir de visa compte tenu des délais trop courts. Certaines avaient tout de même confirmé leur présence mais, à la dernière minute, n'avaient pu obtenir ce qu'il fallait pour se rendre à Ramallah.

1.7 S'appuyer sur les groupes déjà acquis à la solidarité avec le peuple palestinien

La participation internationale ne fut donc pas aussi importante qu'elle aurait pu l'être. En plus de facteurs liés à la nouveauté de l'initiative, nous avons eu à faire face à des contraintes supplémentaires qui ont eu un impact réel sur la participation internationale. Par contre, cette participation fut malgré tout significative à cause des organisations syndicales présentes et commises au soutien des enseignantes et des enseignants palestiniens. C'est ainsi que nous croyons important d'insister pour développer la solidarité en s'appuyant d'abord sur ces groupes déjà engagés.

Au bilan, on note la présence de quatre responsables norvégiens, dont une vice-présidente de l'IE, du président du Syndicat du personnel enseignant sud-africain qui est aussi le président de la Confédération des syndicats sud-africains (Confederation of South Africa Trade Unions – COSATU), de deux enseignants universitaires espagnols, de deux enseignants en provenance du Golan, territoire occupé de Jordanie qui est à une certaine distance de la Palestine, d'une militante d'origine britannique qui séjourne à l'Université de Berzeit et de la délégation québécoise, composée de vingt-et-un enseignants et enseignantes et de deux responsables d'Alternatives, le directeur Pierre Beaudet et Ahmed Abdirahman, chargé de projets d'origine africaine, qui a aussi séjourné plusieurs mois au Brésil. Le représentant d'Oxfam-Québec à Jérusalem se trouvait aussi sur place.

On doit aussi mentionner la venue de Dominique Rossetti, représentant du gouvernement canadien dans les territoires occupés et responsable de l'ACDI à Ramallah.

1.8 *L'organisation de la conférence et le bilan de la participation palestinienne*

L'organisation de la conférence et la participation enseignante de la Palestine furent la responsabilité conjointe du groupe *Teacher Creativity Center* (TCC) et du Syndicat général des enseignantes et des enseignants palestiniens (*General Union of Palestinian Teachers – GUPT*). Le secrétariat de la conférence fut assuré par le TCC et le GUPT avait mobilisé ses délégué-es.

Une centaine d'enseignantes et d'enseignants ont participé à la conférence en provenance de différents territoires occupés, ayant franchi dans ces circonstances plusieurs points de surveillance et de passage (*check point*). Rappelons qu'il en existe environ 700 sur tout le territoire palestinien. Mentionnons aussi que le personnel enseignant palestinien compte environ 45 000 individus. Si on compare ce que nous pouvons faire dans nos instances pour représenter 25 000 personnes, on peut considérer finalement, dans le contexte de territoires occupés, que cette conférence fut un succès de participation pour le TCC et le GUPT.

Par ailleurs, la conférence fut particulièrement crédible sur le plan de la représentativité, et ce, compte tenu du peu de présence de membres de la direction du groupe de l'intérieur. La crédibilité de la conférence tient aussi à l'implication du TCC comme organisme indépendant de l'Autorité palestinienne et au pluralisme politique présent à la conférence. En effet, non seulement le courant lié au *Fatah* était présent, mais d'autres courants politiques, comme le *Parti du forum démocratique*, dont un représentant devait intervenir, étaient présents. Les débats traduisaient ce pluralisme politique qui incluait aussi des enseignantes et des enseignants plus proches des courants islamiques.

C'est l'étendue de la participation en provenance de tout le territoire palestinien qui, malgré la dissension et la diversité politique, a permis à cet incroyable projet d'être un véritable succès. Le projet de conférence a donné une occasion aux enseignantes et aux enseignants palestiniens de prendre la parole et de débattre d'orientations face à la mondialisation. Il répondait donc à un besoin certain de discussions et de débats entre enseignantes et enseignants, dans le tourbillon de la mondialisation, de la lutte pour la survie palestinienne, et compte tenu de la détérioration des conditions de travail.

Ce sont aussi ces raisons qui expliquent l'accueil si chaleureux que nous avons eu. Nous avons malgré nous été le fer de lance d'un rassemblement pour le droit à l'éducation et, aussi, sans s'y attendre, nous avons été plongés dans un important débat interne.

1.9 *Les préparatifs de la participation québécoise à la conférence*

Le projet de conférence pour la FNEEQ s'enracinait dans le débat concernant la solidarité à construire avec le personnel enseignant et le peuple palestinien. Dès lors, la concrétisation du projet de conférence ne pouvait pas reposer sur la seule contribution de la fédération. Il fallait, pour matérialiser ce projet, entreprendre une campagne auprès des syndicats pour solliciter des candidatures. C'est là un aspect important du projet, celui d'avoir obtenu l'implication syndicale pour composer la délégation.

Puisque la FNEEQ ne pouvait pas assumer la charge financière de cette opération, les personnes intéressées ont pris les dispositions nécessaires pour obtenir le financement en sus

de leur contribution. De cette manière, la participation de nos membres a pu témoigner bien concrètement de leur solidarité.

1.10 La prise en charge des préparatifs par la FNEEQ

Les préparatifs de la participation québécoise à la conférence ont malheureusement souffert de certaines lacunes dans la prise en charge de l'opération, à la FNEEQ. Aucune personne salariée n'a pu être associée au développement du projet ou à sa préparation. Deux employés de bureau ont assumé en séquence un certain travail correspondant à leurs attributions en lien avec le comité d'action internationale. Elles appuyaient essentiellement le responsable politique membre du comité exécutif.

Par ailleurs, trois responsables politiques se sont succédé. Or, dans une affaire semblable, des détails échappent parfois au transfert, ce qui ne permet pas la continuité dans le travail. L'expérience de l'organisation des réservations des billets s'est révélée une charge si importante que des bavures difficiles à corriger se sont produites.

Le suivi des inscriptions, le suivi des contacts avec la Palestine, le suivi du site, celui de l'agence de voyage, de la préparation des interventions, celle du groupe, toutes ces tâches ont dû être assumées en sus du travail courant.

Il est certain que l'appui d'une personne responsable salariée ou militante du comité d'action internationale – autre qu'une personne membre du comité exécutif – est absolument essentielle, le cas échéant, pour une prochaine expérience. Aussi, la constitution d'un comité de travail impliquant l'agence de voyage est aussi nécessaire.

Sur le plan financier, ce projet a exigé au bout du compte plus que ce que nous avons prévu. Toutefois, les charges de la FNEEQ sont bien en deçà du coût total du projet qui est actuellement estimé à plus de 66 000 \$ en ce qui concerne la contribution de la FNEEQ et celle des membres de la délégation québécoise enseignante.

Les difficultés liées à l'identification des charges assumées sur le plan de l'hébergement nous ont empêché d'établir un montant approprié pour les frais de séjour. Afin d'assurer le succès du projet, la FNEEQ a donc consenti à assumer des frais supplémentaires à ce chapitre. De plus, nous avons convenu d'avancer une somme de 20 000 \$ pour permettre le financement des billets d'avion des participantes et des participants de pays du Sud. Ce montant est maintenant réduit à 9 000 \$ environ, selon des informations récentes obtenues d'Alternatives. Le sommaire des sommes impliquées est présenté en annexe.

1.11 Le rôle du groupe Alternatives

L'apport du groupe Alternatives a été important, mais s'est manifesté tout au long du projet de manière inégale. Le groupe ne pouvait pas prendre en charge le projet et ne pouvait pas non plus libérer une personne-ressource, compte tenu que l'implication de cette dernière est fonction du financement d'activités précises. La FNEEQ a assumé l'essentiel des préparatifs pour le 4^e Forum social mondial, pour le site, pour la circulation d'information, pour la préparation technique des différents aspects du voyage, y compris au niveau des billets d'avion. Le groupe Alternatives :

- a appuyé l'activité à Mumbai au 4^e *Forum social mondial*;
- nous a mis en contact avec des Israéliens, ce qui nous a facilité le passage en Israël;
- nous a appuyé auprès de l'ACDI;
- a été l'intermédiaire pour les billets d'avion;
- a participé aux rencontres préalables au voyage;
- nous a accompagnés durant tout le séjour.

Le contact avec Michel Warcharwski du Centre d'information alternatif de Jérusalem fut stratégique. Celui-ci nous a mis en communication avec Iphrem Davidi de la Centrale israélienne Histadruth, ce qui a grandement facilité notre séjour. Aussi la rencontre avec monsieur Davidi nous a permis d'enrichir notre lecture de la situation, particulièrement sur le plan du syndicalisme enseignant international.

Il est certain que le groupe Alternatives a favorisé notre participation à la conférence dans la mesure de ses ressources. Mais dans l'avenir, nous devons être en mesure d'assumer nos responsabilités et éviter de se désengager auprès d'Alternatives de tâches que nous devons assumer, si nous voulons avoir une prise sur les préparatifs d'un séjour à l'étranger.

1.12 La contribution de la CSN

Nous n'avons pas voulu demander à la CSN de participer à une entreprise pour laquelle elle n'avait pas été consultée et qui ne devait pas impliquer de charges financières pour la FNEEQ ou la CSN. C'est pourquoi l'élaboration du projet fut le fait essentiel de la fédération. Toutefois, Vincent Dagenais, adjoint au comité exécutif de la CSN, a mis l'épaule à la roue à l'occasion du 4^e *Forum social mondial* en appuyant l'atelier que nous avons tenu à Mumbai.

En septembre, une rencontre a eu lieu avec ce dernier pour identifier les champs d'appui possibles de la part de la CSN. Étant donné l'importance du projet, des dispositions furent prises pour impliquer une personne du Service de l'information de la CSN et nous avons obtenu un appui financier pour soutenir la participation de personnes en provenance de pays du Sud.

2. Bilan des discussions et des activités durant le séjour

Malgré les difficultés des préparatifs, la conférence a été un succès et le séjour des participantes et des participants aussi. Il a vite fait oublier toutes les difficultés. En aucun moment, la délégation n'a été en danger et l'accueil des enseignantes et des enseignants palestiniens a été très chaleureux. Il suffit d'en parler avec des membres de la délégation pour reconnaître l'impact qu'a eu cette expérience. D'ailleurs, nous joignons, comme document supplémentaire, un texte préparé par des membres de la délégation que nous avons signé en plusieurs copies et remis à la plupart des personnes qui ont organisé la conférence, ou qui ont partagé avec nous le séjour en nous offrant leur disponibilité.

Avec le présent bilan, nous lançons un appel aux syndicats pour profiter de l'expérience des membres de la délégation afin de faire connaître la situation du peuple palestinien en général et plus particulièrement en éducation. La situation politique dans cette région du globe, à la suite du décès de Yasser Arafat, offrira des occasions pour expliquer ce qui se passe en Palestine.

Dans la présente section du bilan, nous centrerons notre propos sur la conférence et ses conséquences possibles. Et, pour ce faire, nous utiliserons principalement la *Déclaration finale de la conférence internationale « La mondialisation, l'éducation et le changement social »* qui reprend une large part des discussions entourant les enjeux de la mondialisation, la situation en Palestine et l'avenir du syndicalisme enseignant.

2.1 *La mondialisation et l'éducation*

Les préoccupations des enseignantes et des enseignants palestiniens concernant les enjeux de la mondialisation et de l'éducation sont convergentes avec les nôtres. La plupart des contributions seront publiées dans un document actuellement en chantier.

L'essentiel des interventions identifiait comme inquiétante la volonté accrue de mettre l'éducation au service de l'entreprise et de la performance économique. Plusieurs personnes se plaignaient du rôle trop important qu'on donnait dans le curriculum à une approche utilitaire introduisant l'informatique et l'anglais au détriment des aspects culturels communs, telle la littérature arabe.

Le déroulement de la conférence a permis de soulever les enjeux dans chacun des grands continents du globe et de présenter des expériences d'éducation à la citoyenneté. Ainsi, la « Conférence a permis à des enseignantes et des enseignants, des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme de comparer leur expérience respective et de partager leurs réflexions », comme en témoigne la déclaration finale.

La réflexion concernant « l'impact de la mondialisation sur l'éducation » en lien avec le changement social devait invariablement conduire à associer le progrès social au « rôle des enseignantes et des enseignants comme agents de développement et de progrès dans la recherche de la paix et de la justice dans le monde ».

La Conférence reprend le mot d'ordre « Un autre monde est possible ! ». Cette déclaration souligne notre volonté de travailler au progrès social par le développement de l'éducation en Palestine et dans le monde entier, dans l'intérêt de tous les peuples.

2.2 *La condamnation de l'occupation militaire israélienne et la solidarité avec le peuple palestinien*

La conférence n'a pas vraiment porté sur la question de l'occupation militaire israélienne ni sur la lutte du peuple palestinien. Des interventions, par contre, ont soulevé les difficultés du travail enseignant palestinien, le manque de valorisation autant social qu'économique, en faisant référence aux conditions d'exercice de la profession, sans toutefois traiter directement du sujet de l'occupation. Inutile d'ajouter que cette question était présente à l'esprit de toutes celles et de tous ceux qui intervenaient.

Nous avons pu apprécier ces aspects des difficultés de la situation palestinienne en ce qui concerne l'éducation à l'aide de documents audiovisuels et par des visites d'écoles. Plusieurs documents portant sur le mur érigé par le gouvernement israélien en Cisjordanie et ses conséquences concernant le droit à l'éducation seront disponibles pour soutenir des présentations dans les institutions d'enseignement au Québec.

C'est pourquoi, en ce qui concerne la situation de l'éducation en Palestine et du suivi à donner en termes d'action de solidarité internationale, la déclaration finale présente l'essentiel des conséquences de la conférence :

« La Conférence reconnaît et condamne l'agression que constitue l'occupation illégale de la Palestine par Israël. En tant qu'enseignantes et enseignants, nous voulons indiquer que nous sommes particulièrement concernés par cette question et que nous avons la responsabilité de nous opposer à l'occupation israélienne et aux obstacles qu'elle crée sur le système d'éducation palestinien par le bouclage militaire des écoles et des universités, par l'imposition de couvre-feux, par les fermetures d'institutions, par l'érection de centaines de points de contrôle militaire et par l'érection du mur. Le mur bloque l'accès de milliers d'élèves, d'étudiantes et d'étudiants, d'enseignantes et d'enseignants à leur institution d'enseignement. Nous condamnons aussi les atteintes délibérées au droit à l'éducation par la fermeture par les militaires des institutions palestiniennes d'enseignement, le bombardement et la démolition d'écoles et de jardins d'enfance et le harcèlement quotidien d'étudiantes et d'étudiants, d'enseignantes et d'enseignants palestiniens.

Nous affirmons que le plein développement de l'éducation et de l'autonomie professionnelle en Palestine ne pourra trouver son aboutissement que lorsque l'occupation israélienne aura cessé. À cette fin, les participantes et les participants à la Conférence appellent les enseignantes et enseignants, les syndicalistes et toutes les citoyennes et citoyens intéressés à l'éducation à s'unir afin de combattre l'occupation israélienne et de condamner les pratiques racistes, les atteintes aux droits et les attaques répétées qui affectent toute la vie des Palestiniennes et des Palestiniens. »

La déclaration finale poursuit en énonçant les positions et les engagements suivants concernant le rapport entre la situation en Palestine et l'action internationale de solidarité à mener :

- § *« La Conférence exprime sa pleine solidarité avec le peuple palestinien et reconnaît son droit inaliénable à un État palestinien libre et indépendant;*
- § *La Conférence travaille à développer une mobilisation mondiale des syndicats et des institutions pour élaborer une véritable campagne internationale contre le*

mur de l'apartheid en Palestine, en ajoutant notre voix à la demande mondiale qui clame « Le mur doit tomber ! ». Un comité chargé de donner suite aux travaux de la Conférence sera mis sur pied;

§ *La Conférence appuie la déclaration du Secrétaire général du Syndicat des enseignantes et des enseignants de la Palestine en faveur de la paix, de la justice et de la démocratie dans le monde; ».*

Il est important ici de mettre en relief la campagne proposée de *mobilisation mondiale des syndicats*. Cette campagne porte sur la question du mur. Cette question est cruciale évidemment pour le peuple palestinien, mais aussi en ce qui concerne le droit à l'éducation en Palestine.

On affirme également qu'un comité sera constitué pour ce faire. Dans l'esprit des responsables de la rédaction de la déclaration finale, le comité serait composé d'une personne représentant chacune des organisations suivantes : les syndicats norvégiens, sud-africains, palestiniens et québécois présents à la conférence, ainsi qu'une personne représentant le TCC.

Le projet de campagne est de répéter le geste qui fut posé à l'occasion du 5 octobre 2004 en Palestine, à savoir celui de profiter de la *Journée mondiale des enseignantes et des enseignants* pour mener des interventions de sensibilisation sur la question des obstacles au droit à l'éducation en Palestine et ainsi de revendiquer la chute du mur.

Il est évident que ce projet doit se conjuguer avec les autres batailles que les syndicats mènent. Il est aussi évident que cette campagne ne peut être une campagne strictement enseignante. Mais il est certain, tant pour les conséquences sur l'éducation que pour la situation dramatique de la Palestine, que les enseignantes et les enseignants du Québec comme ceux d'ailleurs dans le monde peuvent mener une action de solidarité concrète à l'occasion de cette journée.

2.3 Le soutien au renouveau du syndicalisme enseignant en Palestine

On remarquera aussi que le renouveau du syndicalisme enseignant en Palestine occupe une place importante dans la déclaration finale. Nous avons abordé précédemment les différends entre deux groupes de la direction du syndicat. Plus importante toutefois fut la critique très dure qu'ont exprimé des femmes et des hommes enseignants, et ce, de plusieurs manières, à l'endroit des responsables syndicaux présents à la conférence. Le président du syndicat a du s'expliquer à plusieurs reprises concernant la nature du débat initié par la conférence et les limites de l'exercice. Une forte pression s'exprimait pour que la conférence soit un outil de changement, y compris pour le syndicalisme enseignant en Palestine.

Parmi les griefs exprimés, il y a le caractère nominatif d'une direction syndicale non élue, le maintien depuis maintenant 14 ans, sans élection, du président actuel à la direction du syndicat, la pauvreté des conditions de travail des enseignantes et des enseignants, le manque de prise en compte de la profession enseignante par l'Autorité palestinienne, le manque de soutien du syndicat et les liens trop importants qu'il entretient avec l'Autorité palestinienne. Les critiques formulées exigeaient la tenue d'une conférence pour le renouveau du syndicalisme enseignant afin de mettre en place une organisation unifiée dont la direction serait élue démocratiquement et qui s'affranchirait de son lien organique avec l'Autorité palestinienne, autant sur le plan financier que politique. Rien de moins !

La déclaration finale comprend une partie importante sur cette question et rend ainsi bien compte des débats qui se sont tenus. Comme responsables de la FNEEQ dans la préparation de la déclaration, nous avons tenu au consentement des personnes en provenance du syndicat impliquées dans l'organisation de la conférence et avons insisté sur la campagne internationale. Le texte final fit l'objet du consensus avec le président du syndicat palestinien lui-même qui, de toute évidence, trouvait préférable d'offrir ces garanties aux participantes et aux participants, pour conserver un minimum de crédibilité. Nous avons ainsi accepté de soutenir le contenu de cette déclaration, même si nous n'étions pas en position de juger précisément de la situation interne. Nous avons soutenu les principes suivants :

« La constitution d'un syndicat (des membres du personnel enseignant et des autres personnels en éducation) démocratique et indépendant économiquement et politiquement, (...) dans une organisation unique, forte et indépendante, capable de les représenter, de les appuyer et de défendre leurs intérêts (...) (et qui fera des) efforts pour susciter les candidatures de femmes à des postes de dirigeantes élues. »

En fait, nous nous sommes trouvés au milieu d'un débat inattendu : l'ensemble des enseignantes et des enseignants palestiniens, représentant l'essentiel des courants politiques et l'essentiel des forces de l'organisation syndicale sur le territoire palestinien, a exigé et obtenu de la direction syndicale l'engagement de tenir une conférence afin d'élire une nouvelle direction et d'engager le développement d'une organisation syndicale indépendante de l'Autorité palestinienne.

Cette conférence sur la mondialisation et l'éducation, dont les objectifs pour nous étaient principalement d'ordre de la solidarité avec le peuple et le personnel enseignant palestiniens, a ainsi offert l'occasion aux militantes et aux militants du syndicat enseignant de faire le point et d'obtenir des engagements pour initier un renouveau du syndicalisme.

Certes, ce renouveau reste à se matérialiser. La situation politique en Palestine peut de ce point de vue constituer un frein ou encore offrir des ouvertures supplémentaires pour ce faire. En tout état de cause, il nous est apparu évident qu'un changement au sein de la direction allait s'annoncer d'ici peu. Par ailleurs, le projet de conférence syndicale vise aussi à offrir une occasion et un moyen de dépasser les différends entre les factions du *Fatah* décrites précédemment.

Voici le contenu de la déclaration finale portant sur ces aspects du renouveau du syndicalisme enseignant :

- *« La Conférence appuie la déclaration du Secrétaire général du Syndicat des enseignantes et des enseignants de la Palestine demandant à toutes les enseignantes et enseignants et tous les syndicats du monde d'appuyer et d'aider les enseignantes et les enseignants palestiniens. Ils démontrent ainsi leur solidarité afin d'atteindre des objectifs professionnels, syndicaux et éducatifs des enseignantes et des enseignants palestiniens, par l'entremise d'un syndicat démocratique et indépendant, économiquement et politiquement;*
- *La Conférence déclare que les enseignantes et les enseignants et autres travailleuses et travailleurs en éducation de la Palestine devraient être réunis dans une organisation unique, forte et indépendante, capable de les représenter, de les appuyer et de défendre leurs intérêts;*
- *La Conférence convient de la tenue d'une conférence nationale dans les plus brefs délais afin d'élire démocratiquement et instaurer une direction nationale d'un*

- syndicat d'enseignantes et d'enseignants et de travailleuses et de travailleurs en éducation. Des élections à la direction de toutes les autres composantes de ce syndicat seront aussi organisées dans les mêmes délais;*
- *Vu que bien des femmes compteront pour une grande partie des effectifs de ce syndicat et de l'ensemble des effectifs enseignants, les syndicats feront des efforts pour susciter les candidatures de femmes à des postes de dirigeantes élues à tous les niveaux de l'organisation. »*

2.4 Une campagne internationale de soutien au renouveau du syndicalisme enseignant palestinien

En conséquence de tous ces engagements en vue du renouveau du syndicalisme enseignant, la question de la reconnaissance internationale devient alors une question cruciale. Par ailleurs, la question de l'indépendance économique de l'Autorité palestinienne est aussi importante à surmonter. Reprenons ces deux aspects.

La reconnaissance internationale

La reconnaissance internationale du syndicat enseignant palestinien est pratiquement nulle actuellement. En effet, elle se résume essentiellement à un lien avec le syndicat norvégien qui entretient, entre autres, des relations directes avec une branche en particulier. Il est vrai que le représentant du « groupe de l'intérieur » participe au congrès de l'IE, mais il n'existe pas, selon nos informations, de reconnaissance authentique puisque l'IE n'accepte pas d'affilié en lien organique avec une instance de pouvoir politique telle que l'Autorité palestinienne.

Par ailleurs, à chaque congrès de l'IE, la question palestinienne est l'objet de tractations internes importantes qui semblent bien indiquer des difficultés sur le plan du pouvoir politique à l'IE, qui est fortement dépendant du soutien financier des organisations enseignantes américaines. Or, il est connu que celles-ci sont très soucieuses de ne pas heurter leur équivalent israélien. Nous avons appris que l'organisation enseignante israélienne n'est pas affiliée à la Centrale Histadruth, et qu'elle est particulièrement à droite, selon M. Davidi rencontré à Jérusalem.

La déclaration finale comprend donc un point appelant l'IE à soutenir le syndicat palestinien. Rappelons que le nouveau président de l'IE est Sud-Africain et provient du COSATU et que la délégation norvégienne comprend une vice-présidente à l'IE. Par ailleurs, mentionnons que nous pourrions probablement compter aussi sur un autre vice-président de l'IE, trésorier de la CSQ, monsieur Alain Pellissier. Nous avons apporté d'ailleurs notre soutien à sa candidature l'été dernier et avons développé au congrès de l'IE une collaboration fraternelle avec la CSQ sur les dossiers internationaux.

C'est pourquoi il sera important de peser de tout notre poids pour amener *l'Internationale de l'éducation à aider le syndicat matériellement et dans sa recherche d'unité*. Il faut comprendre ici que la recherche d'unité est en lien avec les différends au sein de la direction actuelle du syndicat palestinien.

L'appui financier au syndicat palestinien

Compte tenu des particularités économiques de la situation du syndicat palestinien, réaliser l'indépendance économique n'est pas une mince affaire. Le soutien international sera essentiel. Voici pourquoi.

L'indépendance économique du syndicat implique évidemment une cotisation. Or, il existe déjà une cotisation, mais payée à l'Autorité palestinienne et déduite directement de la rémunération, un peu à la manière de la formule Rand. En effet, malgré leur faible rémunération, environ 5 000 \$ annuellement, chaque enseignante et enseignant doit payer à l'Autorité palestinienne un montant équivalant proportionnellement à notre cotisation syndicale, pour soutenir le ministère de l'Éducation. Rappelons par ailleurs que la direction syndicale est dans ce cadre payée par l'Autorité palestinienne.

Pour devenir indépendant économiquement, le syndicat ne pourra pas supprimer le montant versé au pouvoir politique, mais plutôt mettre en place le paiement d'une cotisation directe au syndicat. Cette dernière ne pourra alors qu'être symbolique au début et nécessitera évidemment le soutien financier international des syndicats enseignants partout dans le monde.

Voilà pourquoi, sous réserve des développements du renouveau du syndicalisme enseignant, nous souhaitons donner suite à la déclaration finale au chapitre de l'appui financier. Ce n'est pas une campagne que nous engagerons immédiatement. Elle est sujette à la coordination internationale ainsi qu'au développement du renouveau du syndicalisme enseignant palestinien. Néanmoins, elle devra se concrétiser, le cas échéant. Voici le contenu de la déclaration concernant cet aspect :

« Vu que le syndicat unique des enseignantes et des enseignants et des travailleuses et travailleurs en éducation aura besoin de l'aide et de la coopération des enseignantes et des enseignants du monde, il est aussi convenu:

- a) d'appeler l'Internationale de l'éducation à aider le syndicat matériellement et dans sa recherche d'unité,*
- b) d'appeler les regroupements d'enseignantes et d'enseignants de plusieurs pays du monde à aider le Syndicat des enseignantes et des enseignants palestiniens par de l'aide matérielle et professionnelle dans ses activités de recrutement, de formation, de service aux membres, de promotion de la condition des femmes, etc. ».*

Conclusion : la rencontre avec Yasser Arafat

La tenue de la *Conférence internationale sur la mondialisation, l'éducation et le changement social* fut pour nous un geste de solidarité, mais aussi une expérience sans précédent. Nous avons été au cœur d'un des points chauds de la situation internationale et nous avons osé nous solidariser avec un peuple qui vit une oppression tyrannique sur tous les plans.

Quelques-uns d'entre nous ont participé aux funérailles de trois palestiniens tués le premier jour de la conférence à Ramallah. Cet événement s'est produit alors que l'actualité internationale était centrée sur l'agression israélienne dans les territoires occupés de la Bande de Gaza. Le jour des funérailles, la ville était en deuil. Une grève fut déclenchée et tous les commerces furent fermés. Une manifestation était prévue durant la conférence, sur le droit à l'éducation et pour la chute du mur, mais il fut décidé de ne pas la tenir compte tenu de la situation.

Notre présence à cette conférence était un geste de solidarité. Les enseignantes et les enseignants palestiniens en étaient conscients et c'est pourquoi ils étaient si chaleureux. Ce geste de solidarité de la part d'étrangers est important pour eux. C'est probablement un des facteurs qui nous ont permis de rencontrer Yasser Arafat, afin de donner ainsi un écho plus large à cette présence étrangère en territoire occupé.

D'autres facteurs aussi sont à prendre en considération dans l'évaluation du succès de cette rencontre. Mentionnons l'importance de la délégation du Québec, le caractère international remarquable des délégations malgré un nombre plus réduit que prévu, en particulier la présence du président du COSATU, aussi membre de la direction nationale de l'ANC, la correspondance avec la Journée mondiale du 5 octobre, qui a permis de souligner l'importance du travail des enseignantes et des enseignants auprès des jeunes Palestiniennes et Palestiniens.

Tous ces facteurs ont certainement contribué à amener les responsables politiques à prévoir une rencontre² avec Yasser Arafat. Non prévue dans le projet de conférence, nous en avons été informé à notre arrivée. Cette rencontre a été fixée dans une image numérique qui, pour nous, est en quelque sorte une trace indélébile d'un moment historique.

Un voyage inoubliable, certes, et un voyage que toutes et tous, nous en sommes convaincus, voudrions refaire. La FNEEQ a réussi à relever un défi important et sans précédent sur le plan de l'action de solidarité internationale, qui est directement lié à son combat pour le droit à l'éducation et la solidarité avec les enseignantes et les enseignants.

Document préparé par Ronald Cameron,
Pour le comité d'action internationale

2 Étant donné l'honneur qui nous fut fait, le président de la FNEEQ a pris l'initiative d'offrir un cadeau au chef palestinien. Il a présenté et expliqué au nom de la fédération le drapeau de notre confédération, la CSN, ainsi qu'un drapeau du Québec pour ajouter à sa collection. La photo qui en est restée fut reproduite dans des journaux le lendemain dans plusieurs pays arabes. Elle accompagne la présente.



De la salle de conférence de la Moquataa, Ramallah, 7 octobre 2004, on retrouve, dans l'ordre habituel, M. Jameel Shahadi, secrétaire général du GUPT (à l'avant-plan), un dirigeant de l'OLP, M. Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, Ronald Cameron, président de la FNEEQ (CSN), M. Willie Madisha, président du COSATU et M. Nabil Adu Rdeneh, porte-parole de M. Arafat.

Lettre de refus de l'ACDI :

Agence canadienne de
développement international200, promenade du Portage
Gatineau (Québec)
CANADA K1A 0G4

www.acdi-cida.gc.ca

Canadian International
Development Agency200 Promenade du Portage
Gatineau, Québec
CANADA K1A 0G4

SEP 10 2004

Notre référence
S-62947

Ronald Cameron
Président
Fédération nationale des enseignants et des enseignantes du Québec
1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)
H2K 4M5

Objet : **La conférence: «Éducation, mondialisation et progrès social» à Ramallah en Cisjordanie du 4 au 6 octobre 2004**

Monsieur,

Je vous remercie de votre demande de contribution financière relativement à la proposition en rubrique. Votre demande a été présentée au Comité aviseur du Secrétariat des conférences, comité responsable des recommandations relatives à l'approbation des demandes de financement.

L'éducation est un enjeu important pour l'ACDI. Cependant le Comité a déterminé que le lien entre la conférence et les priorités de l'ACDI en matière d'éducation n'était pas clairement démontré.

J'ai donc le regret de vous informer que le Secrétariat des conférences n'a pas approuvé votre demande. J'aimerais tout de même profiter de l'occasion pour vous souhaiter un franc succès lors de cette conférence et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

M. Brett Matland
Gestionnaire
Secrétariat des Conférences
Direction générale du Partenariat canadien

Réponse de la FNEEQ :



Fédération nationale
des enseignantes
et des enseignants
du Québec

Montréal, le mardi 14 septembre 2004

Madame Liliane Chatterjee
Directrice générale
Direction générale du Partenariat canadien
Agence canadienne du développement international (ACDI)
200, promenades du Portage
Gatineau (Qc) K1A 0G4
Canada

**Objet : La conférence Éducation, mondialisation et progrès social
à Ramallah en Cisjordanie du 4 au 6 octobre 2004**

Madame,

J'ai reçu vendredi le 10 septembre de monsieur Brett Maitland, gestionnaire au Secrétariat des Conférences à l'Agence canadienne du développement international (ACDI), une lettre m'indiquant que le Secrétariat n'a pas approuvé notre demande de financement pour la conférence de Ramallah portant sur l'éducation, la mondialisation et le progrès social.

Cette lettre faisait suite à l'information transmise par courriel le vendredi précédent, le 3 septembre. Dans la lettre, le motif principal de refus de notre demande est le suivant : « **le Comité (aviseur) a déterminé que le lien entre la conférence et les priorités de l'ACDI en matière d'éducation n'était pas clairement démontré** ». Monsieur Maitland, qui m'a reçu en votre absence, a précisé par ailleurs plus clairement les motifs qui auraient amené le comité d'experts, comme il l'a lui-même nommé, à ne pas recommander d'appuyer la conférence de Ramallah.

Le motif principal du refus concerne les impacts sur les curriculums des programmes d'études dans les territoires palestiniens. Deux autres considérations, moins importantes, ont été avancées et portent sur la présence et la participation des Israéliens, d'une part, et sur la stabilité du projet de création d'un fonds international, d'autre part. Je comprends qu'il n'y a pas assez d'Israéliens à la conférence et que l'on craigne que le fonds ne puisse pas être viable compte tenu de l'absence de l'ACDI. Les motifs et les considérations mentionnés ne nous semblent pas justifiés. Je vais tenter de clarifier ces éléments en commençant par la fin.

Concernant la viabilité d'un fonds international visant à soutenir la création d'outils pédagogiques, permettez-moi de présenter la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). Affiliée à la CSN, la FNEEQ comprend 25 000 membres du personnel enseignant, à plus de 95 % en enseignement supérieur.

1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec)
H2K 4M5

Téléphone : (514) 598-2241
Télécopieur : (514) 598-2190
fneeq.reception@csn.qc.ca

www.fneeq.qc.ca

Notre rayonnement ne se réduit pas à la CSN, qui elle est bien connue. Nous sommes l'une des composantes du Réseau d'éducation publique (REP) qui regroupe différentes organisations en éducation dans l'État canadien. Mentionnons, entre autres, l'Association canadienne des professeures et professeurs d'Université (ACPPU), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), le National Union of Public and General Employees (NUPGE), la Fédération canadienne des enseignants (FCE), la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU), le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ainsi que les deux fédérations étudiantes au Canada et au Québec, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE). Nous avons informé toutes ces organisations du projet de conférence à Ramallah et la création d'un fonds international à la suite de la conférence avec l'implication des réseaux et syndicats enseignants.

Par ailleurs, notre affiliation à l'Internationale de l'Éducation nous a permis d'informer l'ensemble du mouvement syndical enseignant du projet de conférence. Tout cet écho international dans les pays du Nord est autant d'assurance de la crédibilité et la stabilité du fonds.

Au sujet de la présence et la participation d'Israéliens, il y aura effectivement des enseignants israéliens et un membre de la Knesset, parlement israélien, qui vont participer à la conférence de Ramallah, et ce malgré le fait que le gouvernement israélien désapprouve des tels contacts et échanges. Vous comprendrez que dans ces circonstances, il est très difficile de pouvoir atteindre le niveau suggéré par le comité d'experts.

Mais le principal motif du refus de la part du Secrétariat semble être l'absence de lien avec les curriculums palestiniens. D'après les dires de M. Maitland, le comité d'experts a jugé qu'il n'avait pas de lien évident avec les curriculums, en s'empressant d'ajouter que de tels liens ne sont pas toujours exigés comme essentiels mais qu'il demeure un aspect important des objectifs prioritaires poursuivis par l'ACDI.

Nous avons établi des contacts étroits avec le *Teacher Creativity Center* (TCC) qui n'est pas une organisation syndicale mais une ONG dont la mission est d'outiller les enseignantes et les enseignants palestiniens à faire face aux situations particulièrement difficiles de l'enseignement à des jeunes dans des conditions traumatiques. Ce sont des outils pédagogiques que les TCC produisent pour ces enseignantes et ces enseignants. Le TCC appuie le travail des enseignants au plan de l'éducation à la citoyenneté, et est impliqué au plan des curriculums et des programmes d'études. Le travail du TCC est bien connu du personnel de l'ACDI sur le terrain dans les territoires palestiniens et de la division des ONG à l'ACDI

Le fonds international vise justement à appuyer le travail du TCC et le développement d'outils pédagogiques pour les enseignantes et les enseignants palestiniens.

Nous tentons maintenant d'examiner ce que nous pouvons faire pour assurer la participation d'enseignantes et d'enseignants des pays du Sud, essentielle au succès de la conférence, compte tenu de la contribution qu'ils doivent présenter quant aux défis éducatifs et pédagogiques dans leur région du globe. Pour ces raisons, nous croyons toujours important de demander à l'ACDI de réviser sa position, et de reconsidérer un appui financier et de contribuer au succès de cette conférence. Voilà pourquoi j'ai demandé à monsieur Maitland de vous transmettre notre demande de reconsidération que je réitère avec la présente.

En espérant le tout susceptible d'éclairer l'ACDI dans ses réflexions, soyez assurée, Madame Chatterjee, de l'intégrité de notre démarche. Je demeure aussi disposé à vous rencontrer s'il fallait examiner à nouveau tout aspect, même limité, du dossier.

Salutations sincères,

Ronald Cameron
Président de la FNEEQ-CSN

Sommaire des sommes impliquées :

Frais de séjour et de participation de la délégation québécoise enseignante :	53 025 \$
N.B. : On peut estimer qu'environ la moitié de ces frais a été assumée par les individus. L'autre moitié a été assumée par des appuis financiers syndicaux ou des subventions de comités de perfectionnement.	
Autres frais non prévus par la FNEEQ	4 000 \$
Frais spéciaux pour assurer l'hébergement des participantes et des participants	3 000 \$
Frais divers (frais postaux, d'hébergement et de transport à Montréal)	1 000 \$
N.B. : 1 500 \$ seront imputés au poste budgétaire « dons » à la suite de l'adoption d'une recommandation soumise au conseil fédéral de décembre 2004	
Frais associés au transport de personnes en provenance de pays du Sud	9 000 \$
N.B. : Une contribution financière de la CSN de 3 000 \$ a été obtenue à ce chapitre.	
Frais totaux de la participation québécoise	<u>66 025 \$</u>

Lettre de remerciement :

**Très chères amies,
Très chers amis,**

Avant de venir en Palestine, nous croyions savoir à quel point ce peuple était injustement traité, à quel point les Palestiniennes et les Palestiniens appartenaient à leur terre et, surtout, à quel point ils la méritaient.

Nous croyions savoir, mais vous nous avez tant appris. Votre courage, votre ténacité, votre humanisme et votre solidarité devraient être un exemple pour le monde entier.

L'importance que vous accordez à l'éducation est remarquable, surtout dans ces circonstances insoutenables.

On nous avait dit que l'hospitalité arabe était légendaire. On ne nous avait pas menti. Comme visiteuses et visiteurs, nous avons rarement été aussi bien traités. Refaat, Huthayfa, Samia et tous les membres du T.C.C. , Jamil, Nadim et tous les membres du Syndicat des professeurs palestiniens, Mohamed et Mariam, vous avez été attentionnés, disponibles et accueillants. Des hôtes parfaits pour une organisation sans faille !

Aussi, nous avons eu l'impression que toute la ville de Ramallah était heureuse de nous accueillir. Nous ne comptons plus les « Welcome ! » entendus sur la rue. Nous en avons été très impressionnés.

Nous, les enseignantes et les enseignants, sommes sur la première ligne. Vous pouvez compter sur nous pour transmettre ce que nous avons appris de votre situation si méconnue chez nous.

Le jour de votre victoire, le jour de votre libération, soyez assurés que nous célébrons avec vous, et ce, même à distance !

Vous avez fait de nous de meilleurs êtres humains; nous vous en serons toujours reconnaissants.

La délégation des enseignantes et des enseignants du Québec

Déclaration finale :

**Déclaration finale de la Conférence internationale
« La mondialisation, l'éducation et le changement social »,
qui s'est tenue à Ramallah, Palestine,
du 4 au 6 octobre 2004**

Nous, enseignantes, enseignants et citoyens, intéressés à l'éducation, nous sommes réunis du 4 au 6 octobre 2004 à l'occasion d'une conférence internationale à Ramallah, en Palestine, dont le thème était « La mondialisation, l'éducation et le changement social ». La Conférence a permis à des enseignantes et des enseignants, des syndicalistes et des défenseurs des droits de l'homme de comparer leur expérience respective et de partager leurs réflexions. Les participantes et les participants sont venus du monde entier : d'Asie, d'Afrique, des Amériques du Sud et du Nord, d'Europe et, bien sûr, de la Palestine. Ensemble, nous avons réfléchi à l'impact de la mondialisation sur l'éducation, sur le progrès social et sur le rôle des enseignantes et des enseignants comme agents de développement et de progrès dans la recherche de la paix et de la justice dans le monde.

La Conférence reprend le mot d'ordre « Un autre monde est possible ! ». Cette déclaration souligne notre volonté de travailler au progrès social par le développement de l'éducation en Palestine et dans le monde entier dans l'intérêt de tous les peuples.

La Conférence reconnaît et condamne l'agression que constitue l'occupation illégale de la Palestine par Israël. En tant qu'enseignantes et enseignants, nous voulons indiquer que nous sommes particulièrement concernés par cette question et que nous avons la responsabilité de nous opposer à l'occupation israélienne et aux obstacles qu'elle crée sur le système d'éducation palestinien par le bouclage militaire des écoles et des universités, par l'imposition de couvre-feux, par les fermetures d'institutions, par l'érection de centaines de points de contrôle militaire et par l'érection du mur. Le mur bloque l'accès de milliers d'élèves, d'étudiantes et d'étudiants, d'enseignantes et d'enseignants à leur institution d'enseignement. Nous condamnons aussi les atteintes délibérées au droit à l'éducation par la fermeture par les militaires des institutions palestiniennes d'enseignement, le bombardement et la démolition d'écoles et de jardins d'enfance et le harcèlement quotidien d'étudiantes et d'étudiants, d'enseignantes et d'enseignants palestiniens.

Nous affirmons que le plein développement de l'éducation et de l'autonomie professionnelle en Palestine ne pourra trouver son aboutissement que lorsque l'occupation israélienne aura cessé. À cette fin, les participantes et les participants à la Conférence appellent les enseignantes et enseignants, les syndicalistes et toutes les citoyennes et citoyens intéressés à l'éducation à s'unir afin de combattre l'occupation israélienne et de condamner les pratiques racistes, les atteintes aux droits et les attaques répétées qui affectent toute la vie des Palestiniennes et des Palestiniens.

La Conférence a adopté unanimement les résolutions suivantes :

- 1. La Conférence exprime sa pleine solidarité avec le peuple palestinien et reconnaît son droit inaliénable à un État palestinien libre et indépendant;*
- 2. La Conférence travaille à développer une mobilisation mondiale des syndicats et des institutions pour élaborer une véritable campagne internationale contre le mur de l'apartheid en Palestine, en ajoutant notre voix à la demande mondiale qui clame « Le mur doit tomber ! ». Un comité chargé de donner suite aux travaux de la Conférence sera mis sur pied;*
- 3. La Conférence appuie la déclaration du Secrétaire général du Syndicat des enseignantes et des enseignants de la Palestine en faveur de la paix, de la justice et de la démocratie dans le monde;*
- 4. La Conférence appuie la déclaration du Secrétaire général du Syndicat des enseignantes et des enseignants de la Palestine demandant à toutes les enseignantes et enseignants et tous les syndicats du monde d'appuyer et d'aider les enseignantes et les enseignants palestiniens. Ils démontrent ainsi leur solidarité afin d'atteindre des objectifs professionnels, syndicaux et éducatifs des enseignantes et des enseignants palestiniens, par l'entremise d'un syndicat démocratique et indépendant économiquement et politiquement;*
- 5. La Conférence déclare que les enseignantes et les enseignants et autres travailleuses et travailleurs en éducation de la Palestine devraient être réunis dans une organisation unique, forte et indépendante, capable de les représenter, de les appuyer et de défendre leurs intérêts;*
- 6. La Conférence convient de la tenue d'une conférence nationale dans les plus brefs délais afin d'élire démocratiquement et instaurer une direction nationale d'un syndicat d'enseignantes et d'enseignants et de travailleuses et de travailleurs en éducation. Des élections à la direction de toutes les autres composantes de ce syndicat seront aussi organisées dans les mêmes délais;*
- 7. Vu que bien des femmes compteront pour une grande partie des effectifs de ce syndicat et de l'ensemble des effectifs enseignants, les syndicats feront des efforts pour susciter les candidatures de femmes à des postes de dirigeantes élues à tous les niveaux de l'organisation;*
- 8. Vu que le syndicat unique des enseignantes et des enseignants et des travailleuses et travailleurs en éducation aura besoin de l'aide et de la coopération des enseignantes et des enseignants du monde, il est convenu :*
 - a) d'appeler l'Internationale de l'éducation à aider le syndicat matériellement et dans sa recherche d'unité,*
 - b) d'appeler les regroupements d'enseignantes et d'enseignants de plusieurs pays du monde à aider le Syndicat des enseignantes et des enseignants palestiniens par de l'aide matérielle et professionnelle dans ses activités de recrutement, de formation, de service aux membres, de promotion de la condition des femmes, etc.*